

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 9

Buchbesprechung: La guerre et la montagne

Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La guerre et la montagne

présentée par le Lt-colonel Hervé de Weck

«*La Providence aidant, les Alpes ont permis de maintenir, dans la neutralité, l'indépendance et les libertés des Suisses.*»

Georges-André Chevallaz

La *Revue internationale d'histoire militaire*, qui paraît depuis 1939, est l'organe de la commission du même nom, coiffant plus de trente commissions nationales. Celles-ci, lorsqu'elles le désirent, prennent en charge la publication d'un numéro de la revue, qu'elles centrent généralement sur un thème. En 1978, la commission suisse avait choisi une approche pluridisciplinaire de la bataille de Grandson¹; dix ans plus tard, elle met en évidence l'influence des Alpes et du Jura sur la stratégie à travers les siècles². «La montagne, lisait-on dans le prospectus, a façonné non seulement notre relief géographique, elle a sculpté notre histoire et peut-être nos esprits. Elle a contribué à la sauvegarde de nos libertés, voire de notre indépendance. Mais elle a aussi, au cours des siècles, par les cheminements obligés d'un carrefour européen, suscité des convoitises. D'une part, les gardiens du col, de l'autre, le passage de troupes ou l'affrontement des belligérants.»

Dans la partie consacrée à l'époque contemporaine, le divisionnaire Rappold et le commandant de corps Senn

présentent d'une manière critique les différents plans qui, entre 1815 et 1945, auraient servi de bases aux opérations de l'armée suisse. Le commandant de corps Moccetti traite de l'importance du Saint-Gothard, cent ans après les débuts des travaux de fortification dans ce secteur.

Les différentes études mettent en évidence des constantes de l'histoire et de la guerre en montagne. La naissance de la culture occidentale coïncide avec l'offensive de César à travers les Alpes et avec l'expansionnisme de Rome en direction de l'Europe occidentale et centrale. Dès

¹ *Revue internationale d'histoire militaire*, N° 40, 1978. Pour la Suisse, il avait été tiré un volume spécial: *Grandson – 1476. Essai d'approche pluridisciplinaire d'une action militaire du XV^e siècle*. Lausanne, Centre d'histoire et de prospective militaires, 1976. 255 p.

² *Revue internationale d'histoire militaire*, N° 65, 1988. Pour la Suisse, également un volume spécial: *La guerre et la montagne. L'influence des Alpes et du Jura sur la stratégie à travers les siècles*. Hauterive, Gilles Attinger, 1988. 287 p. Fr. 58.— (9 contributions en allemand, 3 en français, 1 en italien).

lors, tout Etat qui aspire à l'hégémonie sur le «vieux continent» doit s'ancrer des deux côtés des Alpes. La Suisse se trouve toujours menacée, lorsque les puissances voisines considèrent que le Valais et les Grisons se trouvent dans leur sphère d'intérêt. Les Confédérés se mettent d'ailleurs eux-mêmes dans une position délicate, lorsqu'ils cherchent, au sud des Alpes, des frontières opérativement plus favorables.

Les opérations en montagne nécessitent des effectifs importants. Preuve en soit l'expérience faite dans les Grisons, en 1635, par le duc de Rohan. Il dispose de 8000 hommes: 3000 doivent assurer la garde des cols et des places fortes du Rhin qui garantissent ses lignes d'opérations; l'occupation du comté de Chiavenna en exige 2000... Ces multiples vallées, ces innombrables passages sont des «gouffres à soldats»! Pourtant, Rohan ne disperse pas ses moyens, car il organise les terrains clés en points d'appui. Grâce à son sens de la montagne et à de sérieuses reconnaissances, il tombe inopinément sur ses adversaires, en faisant effectuer à ses hommes de longues et pénibles marches.

La guerre en montagne avantage le parti le plus faible, parce que la loi des nombres ne s'y applique pas, à condition que les chefs manifestent du talent. Jomini précise pourtant, dans son *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution*: «Quand on a une supériorité marquée, c'est dans les pays de montagne, plus que partout ailleurs, qu'il faut courir aux points

stratégiques, puisque les détachements ennemis compromis dans les vallées secondaires peuvent être enlevés.»

De l'Antiquité au Moyen Age

De nombreux passages des Alpes et du Jura ont vu déferler toutes sortes d'armées, parce qu'ils jouent un rôle important dans les échanges en Europe. A la fin de l'Empire romain, des forts d'arrêt, des tours, des châteaux sont édifiés sur toutes les routes traversant les Alpes; ils apparaissent comme les symboles des intérêts particuliers des forces nouvelles qui viennent de remplacer l'autorité de Rome. Ils marquent la fin de la liberté du commerce et le début du Moyen Age.

Entre 754 et 1452, on compte 140 franchissements militaires des Alpes (70 en direction du sud, autant en direction du nord), le quart d'entre eux s'effectuant en hiver; 66 de ces mouvements passent par le Brenner. Les itinéraires qui traversent les Grisons et les Alpes de l'Ouest sont moins utilisés, l'altitude des cols, l'étroitesse des vallées, la pauvreté de leurs ressources expliquant le choix des chefs de guerre. D'autre part, le Gothard ne s'ouvre qu'au XIII^e siècle. La durée des mouvements entre les places de rassemblement (Augsburg, Ulm, Constance, Genève ou Lyon) et la plaine du Pô varie entre une et trois semaines.

Les populations montagnardes du centre de la Suisse entrent dans

l'histoire à la fin du XII^e siècle. A cause de leur expansion démographique, elles prennent une importance économique, politique et militaire; elles commencent à intervenir au sud comme au nord du secteur alpin. Cet impérialisme des Confédérés aboutira à l'annexion du Tessin et aux expéditions dans les lointaines plaines de la Lombardie.

La chaîne du Jura, pendant les guerres de Bourgogne, ne forme pas une barrière hermétique, depuis Genève jusqu'au Rhin. Après la bataille de Nancy, alors que la Franche-Comté s'offre aux cantons suisses, ceux-ci refusent une expansion au-delà de l'arc jurassien, trop divergente avec la politique transalpine. A noter que cette appréciation reste «subconsciente». En revanche, l'alliance entre le Téméraire, la duchesse de Savoie et le duc de Milan s'avère fragile, parce que les Alpes séparent leurs territoires respectifs. Après Grandson, les communications avec le Milanais, à travers le Grand-Saint-Bernard, sont coupées par l'évêque de Sion, allié aux Bernois.

La tactique des cantons montagnards à la fin du Moyen Age

De l'étude des différents combats auxquels des contingents de cantons montagnards ont participé, on peut déduire deux procédés tactiques utilisés jusqu'à la fin du Moyen Age. Tout d'abord, le *combat défensif autour du lezzi*. Cette forтификаtion, provisoire ou

permanente, érigée à la frontière du territoire cantonal, permet de gagner du temps et d'assurer la mise sur pied du gros des contingents. Ceux-ci pratiquent habituellement l'attaque par surprise, style embuscade, à partir d'une position élevée d'où ils peuvent, par exemple, faire tomber des blocs de rochers ou des troncs sur les assaillants. La «riposte» est déclenchée lorsqu'un nombre déterminé de chevaliers (pas trop important, afin que les Confédérés restent supérieurs en nombre, suffisamment élevé pour que la panique se produise chez l'adversaire) a franchi l'obstacle formé par le lezzi. D'un côté, il y a donc une cavalerie lourde qui ne peut pas, vu le terrain, exploiter sa mobilité et sa force de frappe, de l'autre, une infanterie légère, utilisant des armes de choc dans un combat rapproché. Le lezzi sert enfin à ralentir le repli ou la fuite, ce qui augmente l'efficacité des «poursuivants».

Comme à Calven en 1499, les montagnards pratiquent aussi l'*attaque du lezzi*. Une colonne effectue un mouvement tournant, ce qui facilite l'assaut frontal du gros de la troupe. Cette manœuvre crée l'insécurité et le désordre dans les rangs des défenseurs, rend aussi plus difficile l'engagement des réserves.

Il existe des rapports entre le comportement à la guerre de ces montagnards et leur mode de vie: leur force physique s'explique par la dureté des conditions géographiques et climatiques, éventuellement par le genre

de nourriture. Il faut aussi tenir compte de la mentalité. Alors que, sur le Plateau et dans les villes, se développe un type d'homme tourné vers des activités pacifiques, dans les Alpes et les Préalpes subsiste une société archaïque, un patriarcat agro-guerrier fondé sur l'esprit de famille, la vénération des ancêtres et la vendetta.

Les plans d'opérations de l'armée suisse depuis 1815

Cette violence guerrière, les gouvernements cantonaux ne sauront pas l'exploiter, à la fin du XVIII^e siècle, lorsque les troupes du Directoire envahiront la Suisse. Entre 1800 et 1815, certains auteurs français, qui parlent de stratégie, se demandent si cette domination est vraiment un avantage. Leurs confrères autrichiens revendiquent souvent les Grisons, afin de couvrir la frontière ouest du royaume. Pour les nationalistes allemands, une intégration de la Suisse à l'Allemagne se justifierait par des raisons non seulement ethniques, mais également stratégiques.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, la France reste particulièrement menaçante. Ainsi, en juin 1820, le général Sebastiani, ministre de la Guerre, déclare à la Chambre des députés: «Le temps n'est plus où l'on pouvait confier à une puissance secondaire, mais brave, une portion importante de nos frontières de l'est. (...) si la France se trouvait engagée dans une guerre sérieuse avec l'Alle-

magne, elle se verrait forcée d'occuper par ses troupes cette même puissance (...).» Une telle attitude fait mieux comprendre pourquoi les deux tiers des études entreprises sous la direction du quartier-maître général Finsler s'occupent de l'arc jurassien. Après la réussite de l'unification de l'Italie et de l'Allemagne, la menace peut venir de partout, puisque la Suisse se trouve entourée par quatre grandes puissances qui s'opposent les unes aux autres. A partir des années 1880, les plans d'opérations étrangers s'appuient de plus en plus sur l'idée d'une flanc-garde assurée par les forces suisses. La France s'intéresse au cas «Helvétie», avant et pendant la Première Guerre mondiale. Les plans italiens, entre 1888 et 1914, voient, dans l'est et le centre de la Confédération, des fuseaux d'approche permettant d'attaquer l'Alsace, avec l'appui logistique des Allemands. Rappelons que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie ont signé la Triplice en 1882.

Les plans de Conrad Finsler, de Guillaume-Henri Dufour, de Hans Wieland, d'Emil Rothpletz et d'Alphons Pfyffer von Altishofen manifestent des lacunes. Leurs buts politico-stratégiques restent flous et correspondent mal aux moyens à disposition. Le désir de déclencher des offensives stratégiques, qui obnubile aussi bien les militaires que des membres du Conseil fédéral, reste une pure illusion. Même les dispositifs de défense avancée apparaissent comme des solutions idéales, mais presque impossi-

bles à réaliser face à des armées de métier bien entraînées. Les buts opératifs ne semblent pas plus réalistes: guerre de mouvement, combat en terrain ouvert, destruction de l'ennemi sur le Plateau...

Si Guillaume-Henri Dufour met en évidence le danger d'une aide étrangère en cas d'invasion («Après l'étranger qui vous attaque, rien n'est plus dangereux que l'étranger qui vous prend sous sa protection»), cette solution passe pour judicieuse après 1850; elle semble presque aller de soi au début du XX^e siècle. Ainsi, le commandant de corps Sprecher von Bernegg, chef de l'état-major général, voit le danger venir surtout de l'ouest et du sud, lors d'un conflit entre la France et l'Allemagne ou d'une guerre généralisée en Europe. Avant 1914, il établit donc des contacts avec des représentants des commandements austro-hongrois et allemands, afin de planifier une intervention militaire en faveur de la Suisse. Des conversations similaires auront lieu, pendant la Première Guerre mondiale, avec les Français.

A partir de 1935, des officiers suisses, avec l'accord du conseiller fédéral Minger qui craint une invasion allemande, prennent langue avec des officiers français, ce qui débouchera sur des «conversations d'état-major» très approfondies. Les mesures de renforcement de la défense militaire suisse (leurs retombées se font sentir peu avant la Deuxième Guerre mondiale) auraient permis, grâce aux

difficultés du terrain et à un réseau dense de destructions, de gagner le temps dont les troupes de l'allié éventuel auraient eu besoin, afin d'intervenir d'une manière efficace. Le général Guisan semble avoir estimé qu'avec ses seuls moyens, l'armée suisse aurait tenu environ quatre semaines. Même si nous savons aujourd'hui qu'Hitler n'a jamais envisagé sérieusement une manœuvre opérative au sud de la ligne Maginot, personne ne pouvait exclure une telle hypothèse à l'époque. D'autre part, pouvait-on imaginer que l'armée française, pour beaucoup de spécialistes la première du monde, s'écroulerait en quelques semaines sous les coups de la Wehrmacht?

Les responsables suisses, traditionnellement, prévoyaient une alliance militaire avec l'adversaire de l'Etat qui envahirait le pays. En septembre 1944, la 1^{re} armée française se trouve bloquée par des problèmes de logistique à l'entrée de la Trouée de Belfort et des Vosges. Si les troupes alliées violaient le territoire suisse, faudrait-il lier son sort au III^e Reich, un régime dont la défaite apparaît inéluctable et qui s'avère, idéologiquement, un ennemi mortel? En dernière analyse, la défaite de la France, en 1940, marque la fin d'une «époque stratégique» pour la Suisse³.

H. de W.

³ Une version très abrégée de ce texte a paru dans *Le Démocrate*.